N° 3190 — 9e Année — CINQ CENTIMES — Jeudi 11 Mars 1897

RÉDACTION & ADMINISTRATION:
DUBAIN, 68, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux Bureaux du Journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Lire plus loin :

L'arrestation de l'assassin de Caestre. (Une femme étranglée.)

LE PARTI CLÉRICAL

Nous demandions il y a quelques jours à la *Dépêche*, de quelle façon était formé le parti qu'elle gratifie aujourd'hui de l'épithète de « libéral », quels en étaient les éléments constitutifs, quels étaient sa doctrine et son programme.

Notre confrère ne nous a pas répondu, car il doit être très gêné pour le faire.

Il apparaît, en effet, depuis quelque temps, dans l'ancien parti clérical, des germes de division qui ne font chaque jour que s'accentuer et que s'accroître.

Et l'époque n'est pas éloignée où, comme en Belgique, les cléricaux se répartiront en deux camps : celui des conservateurs et celui des socialistes-chrétiens.

L'Eglise poursuit son but immuable : la domination universelle, par tous les moyens et à travers tous les obstacles. Elle s'est ralliée à la République lorsqu'elle a vu que son attachement aux anciens régimes monarchistes la désaffectionnait du peuple. Elle se rallierait, avec la même résolution, au collectivisme si jamais elle peut supposer qu'elle y trouvera le moyen d'assurer son action et son autorité.

A ni s'explique la naissance de ce nouveau parti des socialistes catholiques, petit encore très jeune et qui n'est né en France, où il s'intitule très modestement « démocrate chrétien, » qu'après plus important et d'une nuance plus accusée en Belgique, où la prépondérance de l'élément ouvrier dans les masses électorales a fait disparaître presque complètement les anciennes luttes politiques et religieuses s'pour faire place à la lutte sociale dans ce qu'elle a de plus ardent et de plus aigu. On voit là en civil-lit-dé-ri-le chef des socialistes-chrétiens, l'abbé Daens, avec le chef du vieux parti catholique belge, M. Woeste.

On voit socialistes-chrétiens et socialistes-marxistes fraterniser, marcher la main dans la main, combattre à qui mieux mieux contre les « partis bourgeois ».

Il y a quelques jours à peine, avait lieu à Bruxelles, ou du moins dans un faubourg de Bruxelles, St-Jacobert, une manifestation des Bonimcants. Et l'on put assister à ce spectacle des socialistes-chrétiens mêlant leurs rangs à ceux des révolutionnaires. Le drapeau rouge flottait à côté des bannières catholiques. Et l'abbé Daens prenait la parole après le collectiviste Anseele, tous deux acclamés par le même public, par celui même foule de manifestants réclamant nous n'savons quelles prérogatives de langue et d'enseignement pour les Flamands.

« La question des langues, s'écria le citoyen Anseele, est une question de classe, plus qu'une question de races. »

Et l'orateur catholique, M. Plonquaert, le principal lieutenant de l'abbé Daens, vociférait sur son collègue révolutionnaire, prononça, dit l'*Etoile belge*, « une haineuse diatribe contre les classes supérieures, les châtelains et les riches. »

N'est-ce pas, revêtus d'une forme plus modérée et plus parlementaire, les mêmes sentiments qu'exprimait M. l'abbé Gayraud à la tribune de la Chambre, lorsqu'il se mettait à compléisamment en opposition, lui un prêtre, avec les aristocrates de l'Eglise qu'étaient MM. Freppel et d'Hulst ?

Lorsqu'il rappelait avec tant d'insistance sa modeste origine, et l'humble condition de son père—maréchal-ferrand, et non point maréchal de France ! — ne devinait-on pas là l'esprit démocratique qui anime une partie de ce bas clergé qui rêve, lui aussi, d'affranchissement, d'égalité sociale, et sous l'impulsion duquel le mouvement socialiste-chrétien prendra bientôt, à n'en pas douter, une extension considérable ?

Un abbé qui encourage ce mouvement de toute la force d'articles très remarquables paraissant dans l'*Eclair*, l'abbé Victor Charbonnel, écrivait l'autre jour : « Rappelons sans cesse la parole de Proudhon : « *La question sociale est déjà « souterrée, mais elle est revenue. Prêchée « au nom de Dieu, consacrée par les « prêtres, elle se répandra avec le rapi- « dité de la foudre* ».

Que penser, après cela, de cette déclaration de la *Dépêche*, qui paraît alors, on l'avouera, un peu puérile : « Notre parti est, par sa force de résistance à l'entraînement socialiste, la plus sûre et la meilleure des garanties pour les gouvernements qui voudront s'inspirer d'un sage libéralisme et administrer dans l'intérêt de tous et pour le bien de tous. »

Force de résistance à l'entraînement socialiste!... Mais si jamais le socialisme triomphe, ce ne sera, comme le fait très justement remarquer l'abbé Charbonnel, après Proudhon, que par le concours des prêtres.

Une république catholique-collectiviste : c'est-à-dire double tyrannie : c'est peut-être ce que l'avenir nous réserve.

Quant au grand parti « libéral », dont la *Dépêche* nous vante chaque jour la force et la puissance, voici ce qu'en dit un journal démocrate-chrétien d'Ile-et-Vilaine, l'*Echo du Travail* : « Le parti conservateur se délite rapidement, et nous ne sommes point de ceux qui mettent en lui leurs espérances. »

Le *Pempès*, de Lille, n'a pas encore osé parler sur ce ton à la *Dépêche*. Mais à travers les réticences de ses polémiques, on peut préjuger que ce sont des sentiments analogues qui existent au fond de son cœur.

Georges ROBERT.

Malices cléricales

La *Dépêche* déclare qu'elle n'a affecté aucune surprise de voir le *Progrès* « rester fidèle à la ligne qu'il a toujours suivie. » Nous nous demandons *alors quel sentiment* elle a *voulu exprimer* en faisant cette banale constatation.

Nous pourrions, nous aussi, constater que la *Dépêche* reste fidèle à la ligne qu'elle a toujours *suivie*. Mais nous nous demandons quelle importance cette remarque aurait pour le public.

« Il n'était peut-être pas inutile, dit-elle, de prouver une fois de plus qu'à toutes les propositions conciliantes des libéraux, les progressistes ne répondent que par une fin de non recevoir absolue. »

Quel sont ces libéraux qui nous feraient des propositions conciliantes ? Où se trouvent-ils ? Par qui sont-ils représentés ? Par quels Comités ? Par la *Dépêche* ou par l'*Echo du Nord* ? Par la *Vraie France* ou par le *Croix*, ou encore par le *Peuple* ? La *Dépêche* devrait bien nous renseigner à ce sujet.

Et en quoi consiste leurs « propositions conciliantes? *A ce que nous « modifions notre orien- « tation* politique », comme écrit la *Dépêche* ? A ce que nous entrions dans le grand parti libéral ?

Notre confrère veut rire, sans doute.

La vérité est que ces petites malices du journal clérical n'ont, comme toujours, d'autre but que d'exciter les républicains les uns contre les autres, en essayant d'accentuer les nuances qui les séparent.

Répondant à ce que nous disions des tendances séparatistes des démocrates chrétiens, la *Dépêche* fait cette très juste observation : « *L'exemple de ce qu'est produit les divisions à* gauche n'a rien qu'il puisse nous tenter d'imiter à droite cette belle expérience. »

Sages paroles, que les républicains ne manqueront pas de méditer.

G. R.

A la « République Française »

Alors que la *Dépêche* trouve que nous restons « invariables » et que nous nous immobilisons « dans des préjugés et des rancunes qui ont fait leur temps », la *République Française* reproche absolument que nous ayons « évolué ».

« Nous ne chicanerons point, dit-elle, notre confrère, qui, puisqu'il faut l'en croire, ne s'est pas aperçu de son propre changement. »

En effet, nous ne nous sommes aperçus de rien de pareil. Serions-nous la victime de quelque esprit malin qui nous inspirerait à notre insu ? On peut tout concevoir, par ce temps d'hypnotisme, de spiritisme et d'occultisme.

Et la *République Française* ajoute :

« Mais le *Progrès* nous permettra de lui observer que, s'il a évolué, ce n'est pas, comme il nous fait sourire à notre tour, « le mouvement » qui parfaitement ait à Lille, où l'on ne paraît pas cesser de le commenter. »

Par qui ce mouvement a-t-il bien pu être saisi à Lille ? Qui donc a commencé et continue encore de le commenter ???

Nous prions *bien poliment* nos lecteurs de province, ces excellents journaux parisiens !...

G. R.

Echos et Nouvelles

Une chanteuse parisienne, Mlle Anna Hall, 76 train d'enchanter les Américains, a reçu de deux de ses admirateurs un Bouquet et une bicyclette en argent. Cet acte original, dit le journal, a eu une idée plus drôle. C'est un tailleur. Il a tout chaque jour à la diseuse une bagnoire de fait, où la chanteuse prend son bain. Elle boit du fait par tous les pores. Il cela procure à son admirateur le plaisir de la traiter de vieux bacchus.

***

Il existe depuis un temps un village dans le Jura une commune comme nous le savons odoriférant, il fait bon l'avoir dans l'air. Le conseil municipal admet, en effet, à ses séances deux vieilles qui incessamment que ne était cette dénomination, vient de demander à l'autorité supérieure l'autorisation de la changer en celle de Démocratiques.

***

Le gouvernement américain fait faire en ce moment un ouvrage en cent douze volumes qui contiendra des éléments officiels à la gloire de l'Indépendance. Bibliothécaires et archivistes poursuivent partout des documents et travaillent à la fois sur tous les points du territoire à la rédaction de cet ouvrage qui ne sera achevé que dans trois ans. Ces cent douze volumes comprendront au moins environ 178 cartes et plans des principales batailles. En outre, de nombreux gravures donneront le portrait des généraux et des vues des villes et villages qui ont pris part à la guerre. On a déjà dépensé près de douze millions pour la confection des quatre-vingt volumes parus. Le prix total de l'ouvrage atteindra 18 millions.

***

Le docteur Henri Pilla vient de mourir subitement à l'âge de cinquante-deux ans. Il laisse une fortune considérable qui a été en grande partie publiée par les journaux illustrés et qui étonna toujours avec un relief admirable l'ère héroïque des chevaliers aux lourdes armures et du bellet dansant tout coiffées du bonnet.

AU JOUR LE JOUR

LILLE

et le Quartier St-Sauveur

VIII

Le XVIIIe siècle qui commençait réservait à notre cité toute une longue série de deuils et de misères. Dès les premières années, Lille allait avoir à supporter un des sièges les plus terribles qu'enregistre l'histoire.

Charles II, roi d'Espagne, avait de mourir, avait désigné pour son successeur à la couronne le petit-fils de Louis XIV, Philippe V, duc d'Anjou et le 16 novembre 1700, à Fontainebleau, le roi de France le reconnaissant solennellement comme roi d'Espagne avait pu lui dire ces paroles historiques : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

Mais la Maison d'Autriche qui revendiquait la succession de Charles II forma contre la France une alliance dans laquelle entrèrent l'Angleterre, la Prusse, la Hollande.

La guerre éclata en 1702 et six ans plus tard l'armée du prince Eugène rejoignait devant Lille celle du célèbre Malbrough pour faire le siège de la capitale de la Flandre.

Le duc de Bourgogne qui commandait l'armée française ayant sous ses ordres deux généraux profondément divisés, Vendôme et Berwick, ne fut pas opposer à la jonction des deux armes ennemies et à l'investissement de Lille.

Au lieu de livrer bataille, il fit célébrer des messes dans son camp et processionner, cierge *en main, de vaillants soldats* qui ne demandaient qu'à se précipiter sur l'ennemi.

Pendant ce temps, le prince Eugène avec 30000 hommes, 120 canons, 80 mortiers investissait Lille couvert par 60000 hommes de Malbrough à cheval sur l'Escaut, à Helchin.

Lille avait six mille soldats de garnison auxquels la population s'unissait à enthousiasme sous le commandement du vieux Bouffiers, gouverneur de la Flandre, une des plus belles figures de soldat de cette époque glorieuse.

Un *ingénieur* de l'armée alliée, dans un petit livre imprimé à La Haye en 1709 et dédié à son Altesse le prince d'Orange, rend compte jour par jour des incidents de ce siège mémorable que nous rapporterons peut être un jour en détail. La bibliothèque communale a conservé précisément cet intéressant petit livre, et nous y avons puisé de nombreux renseignements.

A l'approche de l'ennemi, Bouffiers avait prix toutes les mesures pour lui résister. Le faubourg de Fives déjà couvert d'habitations avait été complètement incendié.

Le 14 août 1708 l'armée du prince Eugène apparaissait du côté de la porte de la Barre. Le quartier général du chef ennemi avait été établi à l'Abbaye de Loos où l'on faisait bombance en l'honneur des princes, entre autres le prince Polignac, Auguste, que venaient de conquérir la ville de l'Ecluse et le fort de Cette que Vauban avait si puissamment fortifiés.

Les batteries des canonniers hillois retardèrent pendant quelques jours les travaux des assiégeants, mais les 20 août, l'ennemi avait établi des tranchées et commençait sur les villes une pluie foudroyante.

Tout l'effort du prince Eugène se portait vers le Nord de la ville et la citadelle, le quartier Saint-Sauveur et le faubourg des Malades étaient plus sacrifiés de l'attaque.

Le 28 août, le feu cesse les jours après, le soir, on recense au dépiquage plus de dix mille soldats tués et blessés dans la ville. La ruine en est telle que le prince Eugène demande à ne plus tirer les 1.000 ou 1.200 coups de canon journalier.

Le 1er septembre, le bombardement recommence, on compte des nombreux de blessés.

On espérait que bientôt, l'armée du duc de Bourgogne viendrait au secours de la ville. Le 5 septembre, vers quatre heures de l'après-midi, il y eut dans la population de vives alternatives d'espérance et de crainte. Un bruit de canon, Saint-Sauveur hissait un pavillon annonçant qu'on apercevait l'armée française vers Mons-en-Pévèle. On crie à la délivrance, mais ce fut un espoir éphémère, le duc de Bourgogne se contenta de faire rentrer des détachements des soldats devant la ville et de faire quelques heureux du usage plutôt que des les bonnes sur les derrières des assiégeants.

La garnison de Lille y comptait. Dans la nuit du 7 septembre, elle fit une impétueuse sortie sur l'ennemi et le combat se prolongeant, dit le *Journal du siège*, en une véritable boucherie.

Le prince Eugène, blessé à l'épaule, sollicita de Bouffiers une suspension d'armes de vingt-quatre heures, pour enterrer les cadavres des deux soldats, mais le gouverneur français répondit : « Je ne vous accorde pas cette faveur, mais je vous ferai tout ce qui ne nuira pas lorsqu'il en aura le double, je me chargerai de leur sépulture. »

Bouffiers tint parole : une nouvelle sortie opérée le lendemain exposait l'ennemi de sa tranchée, qui fut combiée de cinq mille cadavres.

La situation dans l'intérieur des remparts devenait atroce mais rien n'altérait l'enthousiasme de la population.

Par une héroïque forfanterie on jouait au trente et quarante les soirs et les spectateurs étaient nombreux.

A l'hôtel des Canonniers — alors établi rue des Malades, 242, dans la maison dont la façade est encore ornée de boulets — on travaillait nuit et jour à la fabrication des armes.

Le 9 septembre, la confusion était en véritables héros. Un exemple entre cent que nous trouvons dans une relation du siège. « Il s'agissait un jour de reconnaître les progrès d'une mine dont on redoutait les effets. Bouffiers offre cent louis au soldat qui tenterait l'expédition. Cinq grenadiers se présentent ; pas un ne reparaît. Un jeune homme, à la physionomie ouverte et intelligente, se présente. Il part, Longtemps, on l'attend dans l'anxiété, mais plus heureux que les cinq premiers il revient et dit clairement ce qu'il a vu. »

« Grâce à ce rapport, une sortie immédiatement ordonnée détruit les ouvrages ennemis. Bouffiers offre une bourse pleine d'or au jeune soldat qui répond fièrement : « Grand merci, général, on ne va pas là pour de l'argent. » Le gouverneur le fit officier sur le champ. »

***

La population n'était pas moins admirable. Bouffiers le constate dans une lettre adressée au duc de Bourgogne et qui fut portée à son destinataire par un officier nommé Dubois qui suivit les canaux à la nage à travers les lignes ennemies :

« *Tout va bien, disait Bouffiers, à l'inepte duc,* la garnison affaiblie par tant d'assauts soutenus et de sorties meurtrières vient d'être recrutée par une multitude de jeunes gens de mérite qui s'engagent comme volontaires, les bourgeois offrent leurs enfants, tout le monde *jusqu'aux dames, comme autrefois à Carthage*, veut avoir part au siège ; les plus autorisées d'entre elles servent les malades et les blessés dans les hôpitaux. »

Au camp du duc de Bourgogne, les processions et les messes continuaient.

Le prince Eugène, frappé d'admiration pour Bouffiers, le supplie de capituler.

« Si vous attendez, lui disait-il, que nous vous ayions réduit à l'impuissance de vous défendre, il ne sera très douloureux de ne pouvoir vous accorder toutes les marques d'honneur que mérient à un aussi grand capitaine et une aussi brave garnison que la vôtre.

Ce fut seulement le 23 octobre que Bouffiers voyant que les remparts étaient presque complètement détruits, que la famine régnait en ville lemanda une suspension d'armes de six jours. Il consentait à ce que la place voulait avec les débris de l'armée se retirer dans la citadelle et y rester encore jusqu'à la dernière extrémité.

Le *prince Eugène y consentit.*

« Le 24 novembre » aux heures du matin, dit un manuscrit du temps, du haut des remparts on vit le prince Eugène avec sa noblesse traverser la campagne pour se rendre de l'Abbaye de Loos à la porte des Malades, par où il entra en ville. L'attirail était si grand et confus que toute la rue des Malades était remplie de manière à ne pouvoir donner passage que pour un seul homme. »

Bouffiers présenta à la signature du prince Eugène les conditions de capitulation de la ville en 74 articles, parmi ces dernières figurent celui qui témoignait une fois de plus de l'attachement des Lillois à leurs libertés communales : *La propriété de l'hôtel-de-ville sera conservée aux Lillois.*

Mais fois longengagements signés de part et d'autres, l'intrépide Bouffiers s'enferma dans la citadelle avec les 5.000 soldats qui lui restaient des 9000 dont son armée était composée au début du siège.

***

La suite des détails qui montra dans la ville n'était guère plus réjouissante que les assiégés eux-mêmes et la disette non devint que plus affreuse.

Cependant le 8 novembre, dit encore le manuscrit que nous avons cité plus haut, on fut joie pour nous parce que nous avons entendu pour la première fois les canonnades des moulins à huile du faubourg des Malades. On attend Malbrough. La « petite populace (?) » des St-Sauveur est alarmée (sic) parce que nos magistrats sur l'ordre des alliés sont occupés à faire rechercher des grains, dérobés de les procurer de les faire porter, on en a trouvé 3 à 500 raziers. »

Le second siège de la citadelle dura encore quarante-six jours. L'armée ennemie ne se servit pas d'artillerie ne voulant point détruire la citadelle nouvellement construite par Vauban et sachant bien que les 4500 hommes qui y étaient entrés sans grande provision de vivres succomberaient bientôt à la faim.

Il y eut tout autour des remparts de la Citadelle des combats corps à corps sérieux.

« Enfin le 8 décembre, après une sortie de vigoureuse résistance, Bouffiers écrivit au prince Eugène, l'invitant à partager avec lui son dernier morceau de cheval.

Le général ennemi lui répondit : « Monsieur, quelques sont pour vous les mérites de votre belle défense et vous en témoignerai la parfaite estime que j'ai de votre personne, dont je veux vous donner des marques en vous laissant maître de diriger les articles de capitulation comme vous le jugerez à propos, vous promettant que je n'y changerai rien à moins qu'il n'y eut quelque chose de contraire à mon honneur ou à mon devoir, ce que je n'appréhende pas d'un aussi galant homme que vous. »

Bouffiers rédiga en effet des conditions qui furent toutes acceptées par le prince qui rappelle à demandait que le gouverneur de Lille soit toujours catholique.

Le prince Eugène confirmé formellement en marge : « Refuse à cause de la différence des religions. »

La garnison, disait Bouffiers, sortira avec armes et bagages, elle traversera la ville, le camp ennemi, tambours battant, balle en bouche, mèche allumée par les deux bouts, suivie de six pièces de canon, chaque soldat aura des munitions pour douze coups.

Il en fut ainsi fait. Le 10 décembre, la poignée de héros qui composaient l'armée du vieux Bouffiers, hâves, dégueuillés, mourant de privations, passa fièrement devant les troupes alliées sortant par la porte des Malades pour se diriger vers Douai.

« Je suis fort glorieux d'avoir pris Lille, dit le prince Eugène en sortant au passage la main du général français, mais j'aimerais mieux encore l'avoir défendu comme vous l'avez fait. »

Louis XIV récompensa Bouffiers en le nommant pair et maréchal de France. Il ne put rien accorder à la Ville de Lille puisqu'elle lui était enlevée, pour cette fois devenir hollandaise.

Paul ASSOIGNION.

Condamnation à mort d'un assassin

Lons-le-Saunier, 9 mars. — La cour d'assises du Jura a condamné à mort un nommé Vaillat qui, après avoir commis de nombreux vols qualifiés, avait assassiné, le 26 décembre dernier dans Jernieres, dans la ferme isolée de Cuzeane (arrondissement de St-Claude).

Vaillat a entendu l'arrêt sans manifester la moindre émotion.

LA GUERRE en Crète

LE TEXTE OFFICIEL de la réponse de la GRÈCE à la Note des Puissances

Cette dépêche nous étant arrivée hier matin, alors que de nombreuses expéditions de journaux étaient déjà faites, et n'ayant pard que pour une troisième édition, nous croyons n'être de la reproduire aujourd'hui pour ceux de nos lecteurs qui ont été servis par les premiers envois.

Athènes, 8 mars, 9 h. soir, arrivée à Paris le 9 mars à 4 h. du matin.

Le gouvernement royal a examiné avec toute l'attention qu'ils méritent les points sur lesquels les grandes puissances sont tombées d'accord.

Vu leur gravité extraordinaire, vu les résultats qui en découleront, le gouvernement du roi croit devoir soumettre aux grandes puissances son opinion sur les mesures édictées, opinion résultant d'une longue expérience, d'une conscience approfondie de la situation en Crète, des sentiments qui animent les grandes puissances, de leur sollicitude pour la paix générale.

Le gouvernement hellénique ne manquera pas à ce devoir, parce que la Grèce désire aussi ardemment contribuer au maintien de la paix et préserver d'une ruine complète la population de l'île de Crète, durement éprouvée, tant de fois décimée.

Nous croyons que le nouveau régime autonome que les grandes puissances viennent d'adopter ne pourra pas malheureusement répondre aux nobles intentions qui l'inspirent, et qu'il subira le sort des différents systèmes administratifs qui furent à différentes reprises expérimentés sans succès en Crète.

Ce n'est pas la première fois que la Crète se trouve dans cet état de soulèvement.

Dans ces derniers temps, plus de six fois les horreurs de l'anarchie ont ébranlé et mis en péril son existence.

Si donc le nouveau régime dont il s'agit de doter l'île n'est pas de nature à rétablir l'ordre d'une manière définitive, le gouvernement hellénique n'a aucun doute sur l'impossibilité de mettre un terme à l'état révolutionnaire actuel.

L'anarchie continuera à ravager le pays : la fin de tout, dans la main d'un fanatisme aveugle, continuerait leur œuvre de destruction et d'extermination d'un peuple qui, assurément, ne mérite pas un tel sort.

Devant une telle perspective, notre responsabilité serait énorme si nous ne voulions pas prier les grandes puissances de ne pas insister instamment sur le système d'autonomie proposé, mais de rendre à la Crète qui lui avait été accordé lors de l'affranchissement des autres provinces formant l'organisme hellénique et de réunir à la Grèce, à laquelle elle a déjà appartenu au temps de la présidence de Cano Ha.

En présence des récentes scènes de massacres, de pillage et d'incendie, à la Canée, en présence des angoisses épouvantables auxquelles se trouvaient exposés les habitants de Candie, des menaces d'une fureur effrénée de la part de la populace s'opposant au départ des chrétiens pour la Grèce qui fut toujours le refuge providentiel de toutes des malheureuses existences, un remords perpétuel tourmenterait le pays tout entier de la responsabilité prise par lui l'un dernier de décider par ses conseils les chrétiens à déposer les armes.

Les malheurs qui surviennent ne permettent plus d'entreprendre de nouvelles expériences. Et, si l'aurions nous entreprise, notre voix serait certainement trop faible, son écho n'arriverait pas jusqu'au peuple crétois, étant donné que le nouveau régime autonome ne pourrait pas, à notre avis, répondre au noble but vise par les puissances.

Quelle serait la situation de la malheureuse de jusqu'au moment de l'établissement de ce regime, si les grandes puissances croyaient devoir persévérer dans leur résolution ?

Dans cet ordre d'idées et au nom de l'humanité, *dans l'intérêt aussi de la pacification de* l'île qui est l'unique objet de la sollicitude des puissances, nous n'hésitons pas à faire appel auprès d'elles pour les autres mesures relatives au rappel de nos forces militaires.

En effet, si par suite de la présence des escadres, revues des grandes puissances dans les eaux crétoises, et sur la conviction que ces flottes ne permettront pas le débarquement des troupes ottomanes, la présence de tous les navires de la flotte hellénique qui se trouvent en Crète peut n'être pas jugée nécessaire.

Au contraire, le séjour dans l'île de l'armée hellénique est indiqué par les sentiments d'humanité, ainsi que par l'intérêt même du rétablissement définitif de l'ordre.

Notre devoir, nous avons, nous impose de ne pas abandonner le peuple crétois à la merci du fanatisme musulman et celui de l'armée turque qui, de tout temps, a participé scièrement aux actes d'agression de la populace contre les Chrétiens.

Si nos troupes qui sont dans l'île et qui sont dignes de toute la confiance des puissances revéquent le manat de l'ordre, les désirs et les intentions des puissances auraient reçu promptement la plus parfaite satisfaction.

C'est après le rétablissement de l'ordre qu'il serait alors possible de connaître les vœux librement exprimés par le peuple crétois pour décider de son sort.

Les horreurs qui se répètent périodiquement en Crète depuis plusieurs dizaines d'années non seulement émeuvent profondément le peuple hellène, mais interrompent aussi l'activité *civile et troublent gravement l'économie des finances de l'Etat.*

En admettant même qu'il nous serait possible d'oublier un instant que nous sommes les coreligionaires du peuple Crétois, que nous sommes de même race et que les liens du sang nous unissent, nous ne pouvons pas faire aux grandes puissances que l'Etat hellénique ne saurait résister plus longtemps à de semblables secousses.

C'est pourquoi nous faisons appel aux sentiments généraux qui animent les grandes puissances et nous les prions de permettre au peuple crétois, de se prononcer pour faire connaître comment il désire être gouverné.

Départs de navires français POUR LA CANÉE

Toulon, 9 mars. — Hier soir, la nouvelle est parvenue à Toulon que le croiseur *Dévastation* et le croiseur *Bugeaud* partiront samedi pour La Canée.

Ces deux navires ont appareillé ce matin pour effectuer pendant quatre jours des tirs au large. Ils rentreront chaque soir aux Salines d'Hyères et, de mercredi à jeudi, ils feront des tirs de nuit en mer.

Ajoutons que l'on pousse avec une grande activité, à bord de la *Dévastation*, déjà aménagée pour recevoir un contre-amiral, des travaux d'aménagement qui laissent supposer que ce navire recevra un vice-amiral avant son départ.

On cite à ce propos le nom de l'amiral Humann, qui vient d'avoir à Paris plusieurs entrevues avec le ministre de la marine.

La *Dévastation* et le *Bugeaud* ont également embarqué un important matériel et des munitions à destination du *Charner*, du *Sachet* et du *Wattignies*, qui se trouvent déjà dans le Levant.

De nouveaux travaux de nuit sont commandés à divers ateliers de l'arsenal.

La situation à Athènes

Athènes, 9 mars, midi. — Aucun journal ne publie la réponde du gouvernement hellénique sur le texte officiel de laquelle on garde le plus grand secret.

D'après ce qui en a transpiré dans les milieux diplomatiques, l'impression est que la note du gouvernement hellénique donnera à des négociations diplomatiques. Le texte de la note aurait été rédigé par M. Delyannis On attend avec impatience les décisions que prendront les puissances après la réception de la réponse de la Grèce. Quelques ambassadeurs seraient déjà prêts à partir.

Londres, 9 mars. — On télégraphie d'Athènes au *Times* :

« L'avis que la réponse de la Grèce avait été transmis aux diverses légations fut connue dès tous journaux de l'après-midi et provoqua une excitation intense.

Ce que vont faire les puissances

Bloqueront-elles la côte grecque ou seulement la Crète, ou bien procéderont-elles à des mesures contre la flotte et armée grecques ?

On a déjà fait courir le bruit, et cela peint l'état des esprits, qu'une flotte anglaise de 30 canons va bloquer Gibraltar.

Neanmoins l'enthousiasme est immense bien qu'il reste mêlé d'anxiété.

L'ALLEMAGNE *rompt les relations diplomatiques* AVEC LA GRÈCE

Le bruit court que l'Allemagne « rompa les relations diplomatiques avec la Grèce. La nouvelle causa une grande émotion ; c'est, en effet, dans les circonstances actuelles, un acte d'hostilité déclaré.

LA FLOTTE GRECQUE se retire

La Canée, 9 mars. — Deux cuirassés français ont quitté hier le port de la Canée. Quant à la flotte grecque, elle se retire progressivement des eaux crétoises, semblant agir en conformité aux indications contenues dans la réponse du gouvernement grec à l'ultimatum des puissances.

Dans cette note, la Grèce paraît, en effet, ne faire aucune difficulté au retrait immédiat de ses forces navales des eaux crétoises, tandis qu'elle conclut énergiquement au maintien de ses troupes le terre dans l'île, jusqu'à pacification complète.

On sait que le cuirassé *Hyard* a quitté dernièrement la baie de la Suda pour se rendre dans la baie de Sphactios rejoindre l'escadre de l'Est. Hier, après la remise de la note grecque aux ministres des puissances, l'*Algérie* et l'*Eurydice* ont levé l'ancre et abandonné le port de la Canée pour une destination encore inconnue.

On est toujours sans nouvelles du prince Georges et de l'escadre de torpilleurs. On croit que le prince fait une croisière dans les Sporades et dans les îles turques de l'Archipel pour empêcher la flotte ottomane de sortir des Dardanelles.

Les troupes turques en Crète

Constantinople, 9 mars. — Les ambassadeurs ont remis à la Porte la note demandant la concentration des troupes turques de Crète dans les trois ports d'Heraklion, Rethymo et la Canée, pour les tenir prêtes à être embarquées.

La délivrance de Candanos

La Canée, 9 mars. — On confirme la nouvelle que les assiégés de Candanos ont été délivrés sans incident. Cette nouvelle a produit ici un véritable soulagement. On croyait, en effet, que les insurgés opposaient de la résistance aux cinquante marins de flottes mixtes qui avaient été chargés par les amiraux de faire lever le siège de Candanos.

NOUVEAU COMBAT EN CRÈTE

La Canée, 9 mars, 11 heures 15 matin. — Depuis deux heures du matin, un combat très sérieux est engagé entre les Turcs et les Grecs campés à Akrotiri. Ce sont les Turcs qui ont engagé l'action. Ce combat a eu lieu sur le même point que celui qui précéda le bombardement du camp crétois par les canons de la République.

Les communications télégraphiques avec la baie de la Suda étant coupées, les détails manquent encore sur le résultat de la bataille. On ne sait qu'une chose, c'est qu'à dix heures du matin, le pavillon grec ne flottait plus sur les positions des insurgés. — Le feu s'en continuait pas moins de part et d'autre avec intensité.

A dix heures et demie, le combat est très acharné. Le cordon des troupes turques d'Akrotiri subit un nouvel échec.

A l'heure où je vous télégraphie, la lutte entre les adversaires est intense. On perçoit nettement de la Canée le crépitement de la fusillade.

LE BLOCUS DE LA CRÈTE Expulsion des Grecs

La Canée, 9 mars. — L'amiral Canevaro a visité aujourd'hui le gouverneur militaire turc, Ismail-Hey. Celui-ci, en grand uniforme, a rendu la visite.

Canevaro qui a refusé de se soumettre à cette invitation et que son devoir était de demeurer en Crète tant qu'il ne recevrait pas un ordre contraire de son souverain.

C'est alors que le commandant des détachements mixtes débarqués à la Canée, le commandant italien Amarelli, a notifié au vice-